



HAL
open science

**Le centre bolonais de la School of Advanced
International Studies (Johns Hopkins): entre projet
universitaire et diplomatie culturelle au temps de la
Guerre froide**

Frédéric Attal

► **To cite this version:**

Frédéric Attal. Le centre bolonais de la School of Advanced International Studies (Johns Hopkins): entre projet universitaire et diplomatie culturelle au temps de la Guerre froide. *Annali di Storia delle università italiane*, 2019, 1 (23), pp.51-82. 10.17396/93627 . hal-04501875

HAL Id: hal-04501875

<https://uphf.hal.science/hal-04501875>

Submitted on 12 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le centre bolonais de la School of Advanced International Studies (Johns Hopkins) : entre projet universitaire et diplomatie culturelle au temps de la Guerre froide

La Johns Hopkins University a été fondée en 1876 et financée par la donation d'un riche célibataire mort sans héritiers. Un conseil de direction – *trustee* – décide de créer une Université sur le modèle allemand, la première du genre aux États-Unis, c'est-à-dire en mettant l'accent prioritairement sur la recherche. Son créateur, Daniel Coit Gilman, voulait pour son Université des professeurs étrangers qui relèveraient ainsi le niveau scientifique de la recherche aux États-Unis. La Johns Hopkins naît donc d'emblée avec le regard tourné outre-Atlantique, dans une perspective d'échanges fertilisants.

En 1950, l'Université accueille en son sein une École d'études internationales avancées (« School of Advanced International Studies ») mise sur pieds sept ans plus tôt, durant la guerre, à Washington, et qui ne pouvait recevoir des aides des fondations que si elle était affiliée à une Université¹. Ses co-fondateurs sont deux hommes que chacune des deux guerres mondiales a incité à se lancer dans la diplomatie : Christian Herter (1895-1966) qui a participé à la reconstruction de l'Europe et à la rédaction de la charte de la SDN et Paul Henry Nitze, qui devient l'un des plus influents protagonistes de la lutte contre l'URSS durant la Guerre froide. La SAIS est donc portée dans ses fonds baptismaux par deux diplomates. Le principe est précisément de faire intervenir comme enseignants non seulement des universitaires mais des professionnels provenant du monde des affaires ou de la diplomatie.

Le désir d'essaimer à travers le monde est presque consubstantiel au projet d'une telle école. Un Centre est créé à Rangoon en Birmanie auquel s'ajoutent un programme d'études africaines, sur le Proche-Orient, sur l'Amérique latine dans les années 70 puis un Centre Hopkins Nanjing pour les études américaines et chinoises dans les années 80.

Vouloir créer une École d'études internationales dans un bastion communiste en Italie ne peut pas ne pas soulever la question de son opportunité géopolitique dans le contexte de la Guerre froide. Autrement dit, les raisons purement académiques cèderaient le pas à la logique politique. Le soutien du Département d'État à l'initiative ne peut que confirmer le soupçon. Jusqu'à quel point toutefois le Centre bolonais doit-il être rapporté à la stratégie de la diplomatie publique ? Et, question qui est intimement liée, le Centre bolonais avait-il pour perspective d'instiller un peu de méthodes américaines dans le cursus universitaire européen – car les étudiants non-américains reçus n'étaient pas qu'italiens, cela va sans dire –, tant dans sa forme que dans son contenu ? La décision de la fondation Ford de financer le Centre épouse-t-elle les mêmes intentions du Département d'État quand celui-ci a donné l'impulsion décisive ?

Le Centre bolonais de la SAIS : le projet et la réalisation

La création d'un Centre outre-Atlantique est considérée par son fondateur, le professeur d'histoire diplomatique à la SAIS de Washington, Grove Haines, comme relevant de l'essence même d'une École d'études internationales avancées et de ses intentions. Si la maison mère à Washington assure une formation exigeante mais plus théorique et générale, une immersion dans une zone géographique particulière, selon le concept des *area studies* développées aux États-Unis, notamment par la fondation Rockefeller, est une nécessité pour tous ceux qui se destinent à une carrière universitaire – spécialisation dans le cadre d'un Master puis d'un Doctorat – ou bien évidemment diplomatique. Les deux premières fonctions du Centre s'adressent donc essentiellement aux étudiants américains : donner une formation plus systématique et mieux coordonnée pour des étudiants licenciés (*graduate*) se destinant à

¹ Sur l'histoire de la SAIS, Tammi L. Gutner, *The Story of SAIS*, edited by Susan, L. Crowley, SAIS, Johns Hopkins University, Washington DC, 1987.

des carrières touchant de près ou de loin aux affaires européennes ; approfondir par des recherches plus intensives, objectives et à caractère scientifique la connaissance des jeunes diplômés américains de l'Europe occidentale (politique, économie, société). Celle-ci, comme d'autres aires géographiques où devrait s'établir une succursale de la SAIS, est définie comme « d'intérêt primordial pour les États-Unis »². L'objectif est donc de former les futurs cadres gouvernementaux, économiques, diplomatiques ou encore des universitaires américains. Les carrières envisagées sont en rapport avec l'international : diplomatie bien sûr, mais aussi haute administration gouvernementale, recherche universitaire et grande entreprise exportatrice sans oublier le droit international. Le Centre répond alors à tous les critères propres à une institution universitaire américaine modèle. Organisation à but non lucratif, il est financé par des organismes privés. Il dépend d'un conseil – *trustee* – qui est celui de l'Université Johns Hopkins, comme la SAIS de Washington ; son directeur est un Américain, seul maître à bord et donnant son avis en dernier ressort, même si l'usage veut qu'il consulte et recherche le consensus avec le personnel universitaire et les étudiants ; et surtout le Centre « will adhere to American graduate standards and employ American methods of graduate instruction »³. Si le personnel enseignant mélange professeurs américains et européens, les exigences vis-à-vis des étudiants suivent des critères américains. Le contenu des enseignements suivra une direction précise : répondre aux besoins présents et urgents de connaissance du monde européen. Grove Haines part de l'idée que les étudiants américains à l'étranger perdent souvent leur temps⁴. Dans son rapport destiné à la fondation, rédigé quinze ans après la création du Centre, il estime avoir rejoint les intentions du programme Fulbright en améliorant sa réalisation, c'est-à-dire, en laissant moins de place au hasard.

La nouveauté tient au fait que s'il y a pléthore de collèges universitaires américains pour « undergraduates » en Europe, une formation de « master » est proposée sur le continent par l'une des plus renommées universités de la côte Est. Si l'attention fut d'abord portée sur les besoins des étudiants américains qui suivraient les cours, le projet a tôt fait d'inclure des diplômés européens dûment sélectionnés. D'une part, parce que la collaboration avec le pays hôte et ses alliés européens était nécessaire ; d'autre part, parce qu'il s'agit de donner à ce public un aperçu du haut standard des cursus universitaires outre-Atlantique. Le modèle, destiné à être imité, doit être prescripteur. Enfin, la perspective à terme de mener des activités de recherche, comme dans toute bonne université américaine, donne aux étudiants européens les moyens de réaliser des enquêtes qu'ils apprennent à faire selon les critères américains, destinées à être de grande utilité aux États-Unis. Le choix des pays européens exclut implicitement la Grande-Bretagne pour se focaliser sur les trois puissances membres de la CECA – France, Italie, Allemagne – en ajoutant l'Autriche dont le sort est sur le point d'être scellé (1955).

Le choix de Bologne est guidé par sa position géographique considérée comme stratégique, au centre de nœuds de communication – essentiellement ferroviaires – entre la France, l'Autriche, l'Allemagne et au cœur de l'Italie ; par son statut de plus ancienne ville universitaire européenne ; par le fait qu'elle n'est pas une métropole trop fréquentée et qu'elle a su préserver son identité de ville à taille humaine ; enfin, parce que Grove Haines, qui a

² Source : « Report : Proposal to establish a Western European branch of the School of Advanced International Studies », dans Archives de la JHU / SAIS / Bologna Center (désormais AJHUB), Box 1. Bologna Center Director, Series 1: reports, 1954-1967. J'ai croisé ces informations avec un document de présentation d'une trentaine de pages à l'intention de la fondation Ford dans FFA, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), part 1, « The Formative Years of the Center ». Les autres zones concernées sont l'Asie du Sud-Est, le Proche-Orient et le Commonwealth britannique.

³ Grove Haines à Philip Conley, attaché culturel à l'ambassade américaine de Rome, 28 septembre 1954 dans AJHUB, Box 1, Folder 1, Reports : material for Report, March-December 1954.

⁴ « Report : Proposal to establish a western european branch of the school of advanced international studies », cité.

bénéficié d'un congé sabbatique en 1951-52, y a noué des liens étroits avec le Recteur de l'Université, Felice Battaglia, lequel l'a assuré de son plein soutien, de la mise à sa disposition de locaux – appartenant à la faculté de droit – et de l'usage de sa collection de livres traitant des affaires internationales. Grove Haines prend soin d'éviter tout argument politique dans les documents de présentation : une nécessité quand on aspire à lever des fonds d'institutions philanthropiques, entre autres.

Les cours se font exclusivement en anglais et des formations en langue italienne et anglaise puis en français et en allemand sont assurées. L'année universitaire commence fin septembre et deux sessions d'examen sont prévues. Le Centre même ne délivre pas de diplômes. Si la très grande majorité des Américains poursuivent leur cursus et obtiennent leur grade de master à la SAIS de Washington – ou, au contraire, viennent à Bologne pour leur seconde année – quelques Européens méritants bénéficient d'une *fellowship* qui leur permet de partir un an rejoindre leurs condisciples étatsuniens. Le programme d'études est donc pensé comme complément de celui qui est prévu à Washington. Le cursus se déroule au départ selon trois axes. Le premier concerne bien sûr les aspects politiques et diplomatiques qui englobent tant les pays européens que la construction européenne elle-même et les relations internationales envisagées dans ses aspects théorique, historique et contemporain. Il est intéressant de noter que dans sa présentation destinée à la fondation, cette partie est divisée en deux : sciences politiques et histoire. Par sciences politiques en réalité, Grove Haines désigne des cours qui traitent de la vie politique contemporaine des différents pays concernés par les échanges (Allemagne, France, Italie). Plus tard, tous ces cours sont regroupés dans une même catégorie « histoire et politique ». Les deux autres axes concernent l'économie, tant l'économie européenne que celle des trois pays mentionnés, et le droit – droit international. La structure même n'évolue pas dans le cadre de ce programme bientôt qualifié d'« international » pour le distinguer du futur programme des « études américaines », mais les deux derniers axes sont destinés à s'étoffer quelque peu. Depuis sa création, le Centre met systématiquement à son programme une étude des syndicats.

En 1954, Grove Haines n'est entouré que d'un assistant et d'un secrétaire. Il parcourt l'Europe à la recherche de financement mais aussi pour parler à des universitaires européens versés dans les domaines de l'économie, des sciences politiques, du droit, de l'histoire contemporaine comme des relations internationales. La première année, il y a trois membres du corps enseignant, outre lui-même : John A. Loftus, professeur d'économie à la SAIS, Jean-Baptiste Duroselle, professeur d'histoire des relations internationales à l'Université de la Sarre et directeur des Études internationales à l'Institut d'études politiques de Paris, et Giovanni Demaria, ancien fellow de la fondation Rockefeller et professeur d'économie à l'Université Bocconi de Milan. Les effectifs s'élargissent très vite et aux enseignants responsables de cours semestriels ou annuels, s'ajoutent de très nombreux conférenciers⁵.

Le financement, enfin, est, comme il a été précisé au début, conforme à la tradition des universités privées américaines, en cela qu'il repose sur une politique *fund raising* destinée à devenir la croix du directeur jusqu'à son départ en retraite en 1972. Il repose sur trois piliers principaux : 1) les droits d'inscription des étudiants ; 2) les dons des entreprises privées ; 3) les très recherchées subventions des fondations. Au départ, les fondateurs de l'école de

⁵ Les Européens sont alors exclusivement français et italiens. Outre Duroselle, Claude Fohlen, professeur d'histoire à l'ENS de Saint-Cloud et spécialiste des États-Unis et Alfred Grosser, alors assistant à la Sorbonne et spécialiste de l'Allemagne forment l'équipe française. Seuls le premier et le troisième resteront. Les Italiens sont Giovanni D'Orlandi, ministre-conseiller d'ambassade à Paris, l'historien antifasciste Aldo Garosci, Antonio La Pergola, spécialiste de droit international et diplômé de Harvard où il a été boursier Fulbright en 1954-55, Pierpaolo Luzzatto-Fegiz, doyen de la faculté d'économie à l'Université de Trieste, fondateur de l'Institut DOXA, Federico Mancini, du groupe « Il Mulino », alors assistant en droit à l'Université de Bologne et Mario Toscano, professeur de sciences politiques à l'Université de Rome, président de la commission de recrutement au Ministère des Affaires étrangères.

Washington créent une fondation *ad hoc*, la « Foreign Service Educational Foundation » destinée à démarcher les futurs mécènes, mais le Centre bolonais a les mains liées. La Johns Hopkins refuse qu'il prospecte sur le sol américain, s'adressant aux mécènes dont elle attend les fonds⁶. Le seul horizon semble alors être le continent européen et y démarcher des entreprises privées n'est pas une sinécure. L'Europe n'a ni la tradition, ni les pratiques, ni la souplesse fiscale permettant une levée de fonds semblable à un pays où les pratiques philanthropiques existent depuis un siècle, sans parler des plus récentes fondations⁷. Comme il est dit à plusieurs reprises, les Européens sont le plus souvent persuadés que le robinet par lequel coule l'argent est toujours ouvert en Amérique et que c'est le gouvernement qui doit financer les universités. Autre obstacle de taille, il n'est pas question de demander aux étudiants européens de payer les mêmes droits que leurs condisciples américains et les premiers les considèrent d'ailleurs comme excessifs. Ce qui signifie que seules des fellowships peuvent couvrir les frais. Grove Haines voyage en Europe tout au long de l'année 1954 et parvient à convaincre les ministères des Affaires étrangères allemand et autrichien, tout en obtenant l'accord des commissions Fulbright locales sans oublier quelques mécènes privés. En 1960, 16 fellowships destinées aux étudiants européens et trois accordées aux étudiants américains – par le ministère des Affaires étrangères italien avec un accord de réciprocité⁸ – ont été accordées par des institutions publiques ou entreprises privées européennes⁹.

L'appel au programme Fulbright, qui concerne également les professeurs américains envoyés un an au Centre bolonais suppose une étroite collaboration avec les responsables de la diplomatie publique, en Italie notamment. Rien de surprenant à cela, lorsque l'on sait que la SAIS de Washington est l'œuvre de deux diplomates. L'USIS en Italie (et à Bruxelles), puis directement le Département d'État, en application d'une loi concernant le financement des écoles américaines outre-Atlantique vont financer l'antenne de la SAIS en Europe. Le premier donne la bibliothèque de son siège à Bologne qui a fermé en 1953, avant que le second n'accorde une subvention, le Centre reçoit des fonds privés de deux mécènes. Le premier est George C. McGhee, un producteur de pétrole qui a fait fortune dans l'Oklahoma, ancien adjoint au Secrétaire d'État pour le Proche-Orient et ambassadeur des États-Unis en Turquie de 1951 à 1953 et qui, membre du bureau du Foreign Service Education Foundation, offre 150 000 dollars sur trois ans¹⁰, ce qui implique une nouvelle fois le monde de la diplomatie¹¹. Le second mécène, plus généreux encore, offre 150 000 dollars annuels en moyenne. Il s'agit du Andrew Hamilton Fund dont on sait, quelques années plus tard, que cette fondation n'était

⁶ Les responsables de la fondation Ford le notent d'emblée et se préoccupent d'obtenir que l'Université mère fasse bénéficier son Centre d'outre-Atlantique de ses mécènes habituels (Stanley Gordon à Nielsen, 22 avril 1961 et Gordon à Nielsen et à Stone, 13 juin 1961, dans FFA, PA 63-139, section 4). Cette question devient un véritable problème voire un sujet de controverse comme on le verra par la suite.

⁷ FFA, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), part 1, « The Formative Years of the Center ».

⁸ Conseillé par Philip Conley, attaché culturel à l'ambassade des États-Unis à Rome, Grove Haines va voir Bartolomeo Migone, Recteur général des affaires culturelles auprès du ministère italien des Affaires étrangères, qui lui propose cet échange destiné à durer (Mémoire, 7 et 8 septembre 1954 dans AJHUB, Box 1, Folder 4. August 15th-October 15th, 1954).

⁹ Citons à titre d'exemple l'Istituto Mobiliare Italiano, la Esso Standard Italiana Fellowship, le gouvernement autrichien, le gouvernement fédéral allemand (deux), le Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft Fellowship, le Fritz Thyssen Stiftung Fellowship...

¹⁰ Lettre du Doyen de la SAIS de Washington Philip W. Thayer à la fondation Rockefeller, 7 septembre 1955 dans RF, RG 2, General correspondence, Johns Hopkins University, 1955, Folder 252.

¹¹ Notons qu'au moment où la SAIS rejoint la Johns Hopkins en 1950, son co-fondateur Nitze est directeur de la stratégie politique au Département d'État.

qu'une couverture de la CIA¹². Le Centre bolonais, *nolens volens*, apparaît comme une pièce importante de l'échiquier de la diplomatie publique américaine en Italie et en Europe.

Un atout de la diplomatie publique au cœur de la Guerre froide

Une fonction tacite mais pleinement assumée

Bien que Grove Haines se garde de le crier sur tous les toits, son idée de Centre et sa réalisation entrent consciemment et pleinement dans la stratégie mise en place par la diplomatie publique américaine. Francis Wilcox, futur directeur de la SAIS ne prend pas de précaution quand il écrit que « le centre est l'unique avant-garde de l'Amérique dans la 'ceinture rouge' de l'Italie centrale et septentrionale. Situé dans une ville, Bologne, avec un maire communiste et un conseil municipal en majorité communiste, le Centre tente de former les étudiants américains et européens dans le domaine de la politique et de l'économie internationales avec une orientation occidentale »¹³. Haines lui-même avait confié à Philip Conley, attaché culturel à Rome, qu'il s'agissait, avec le Centre, non seulement de favoriser des échanges culturels au plus haut niveau intellectuel, mais aussi de « former les esprits des leaders potentiels de l'Europe occidentale dans un sens conforme à nos intérêts communs »¹⁴. L'inauguration a lieu en grandes pompes et sont convoqués le ban et l'arrière-ban du monde politique et diplomatique de l'Europe continentale occidentale et des États-Unis, sans oublier les responsables des ministères concernés par l'Université¹⁵.

Grove Haines, spécialiste d'histoire diplomatique, est un atlantiste convaincu, comme en témoignent ses ouvrages, dont le dernier, qu'il a dirigé, traite de la « menace de l'impérialisme soviétique » et qui paraît quelques mois avant l'inauguration officielle du Centre¹⁶. En outre, il est, comme la plupart de ses interlocuteurs qui soutiennent son projet, imprégné des idées qui circulent dans les milieux de la diplomatie publique depuis des décennies et que l'on a décrite au chapitre 1. Parmi celles-ci, l'importance primordiale de favoriser la compréhension mutuelle des élites, si besoin est par la mise en place d'une formation scolaire et universitaire partagée ou identique, n'est pas la moins importante. Grove Haines l'évoque dans son discours d'inauguration du Centre¹⁷. Dans celui de Clare Boothe-Luce, ambassadeur des États-Unis à Rome, l'expression « mutual understanding » revient deux fois¹⁸. Dans le document de présentation du Centre datant de 1960, il est à la fois question de compréhension, d'échanges culturels et de rapprochement des élites¹⁹. La pleine coopération

¹² Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper? The CIA and the Cultural Cold War?*, Londres, Granta Books, 1999. Le lièvre a été levé par le gouvernement américain en 1967.

¹³ Francis Wilcox à Patrick J. Frawley, 21 juin 1955 dans AJHUB, box 16, citée dans Francisco Rodríguez Jiménez, « Bridging the Atlantic gap ». *Gli American Studies alla John Hopkins University di Bologna (1955-1969)* », *Ventunesimo Secolo*, juin 2013.

¹⁴ Haines à Philip Conley, 16 novembre 1954, cité dans Sara D'Attore, *The Bologna center of the Johns Hopkins University : luoghi, persone, progetti*, tesi di laurea, Mariuccia Salvati, 2005-2006, Università di Bologna, p. 446.

¹⁵ Assistent à l'inauguration, entre autres, le ministre de l'Instruction publique italien Gaetano Martino, le directeur général de la division des affaires culturelles du ministère des Affaires étrangères italien, Bartolomeo Migo-ne, l'ambassadeur Clare Boothe-Luce, Frank Snowden, attaché culturel, le maire (communiste) de Bologne Dozza, Philip Conley, attaché culturel, le cardinal Lercaro...

¹⁶ En 1941, il publie un *The Development of Western Civilization*, Henry Holt ed. (deux volumes) puis un ouvrage sur les causes de la Seconde Guerre mondiale deux ans plus tard et des articles sur la situation italienne. Paru aux presses de la Johns Hopkins, *The Threat of Soviet Imperialism* date de 1954.

¹⁷ Consulté dans AJHUB, box 1, Folder 6, December 1954-March 1955.

¹⁸ Consulté dans AJHUB, box 1, folder 1, Reports : March-December 1954.

¹⁹ « The Center is performing an important function by stimulating cultural interchange and by encouraging the development of deeper understanding and greater tolerance among the small elite groups of Americans and

avec l'Université de Bologne est considérée par Francis Wilcox comme « an excellent demonstration of the kind of Italo-American cooperation that can do much to bring our peoples closer together and to foster our mutual interests »²⁰. Les expressions de « mutual understanding » ou « better understanding » reviennent également fréquemment sous la plume des protagonistes de la vie du Centre, ses professeurs par exemple, démontrant par là-même l'imprégnation et la diffusion outre-Atlantique d'un vocabulaire forgé aux États-Unis et par là-même une preuve de succès, limité toutefois pour l'instant à un cercle étroit d'élites, de la diplomatie publique.

Plus explicitement et plus directement lié aux intérêts de la diplomatie américaine, il s'agit, comme l'a bien compris l'un des intervenants occasionnels au Centre bolonais, de créer des « ... internationally minded and (in the long run) socially and politically effective groups of 'young persons with a future', and to educate them in the spirit of Western and Atlantic unity »²¹. Le renforcement de l'alliance atlantique, de la foi européenne et du monde libre est parmi les objectifs prioritaires du Centre, comme Wilcox le répète à son interlocuteur de la fondation Ford²². Quoi de mieux pour créer cet esprit de corps atlantiste que soigneusement répartir les étudiants résidant à Bologne dans onze appartements composés chacun d'un Américain, d'un francophone, d'un germanophone et d'un Italien ? C'est en cohabitant les uns avec les autres qu'Américains et Européens apprendront à se connaître.

La conception du Centre bolonais comme petite communauté atlantiste explique que le Département d'État et l'USIS en Italie aient dès l'origine participé à sa création, encouragé et aidé son directeur.

Le soutien de l'USIS

L'idée d'un Centre à Bologne remonte, semble-t-il, à 1949, donc peu avant le congé sabbatique de Grove Haines, au sein de l'USIS de Bologne dirigé alors par Frederick Jochem et qui doit fermer ses portes en 1953 pour être supervisé depuis Florence par le même homme²³. Lui succède James Mocerri, un Italo-américain spécialiste de l'Italie contemporaine et ancien fellow de la fondation Rockefeller venu étudier l'histoire des idées politiques à l'Institut italien pour les études historiques fondé par Benedetto Croce²⁴. Mocerri est donc l'interlocuteur « local » de Haines pour l'USIS. Conley, attaché culturel à l'ambassade est son contact au niveau supérieur. C'est lui qui suggère des noms de personnes à rencontrer en Italie²⁵.

L'action de l'USIS est double. D'une part, comme on l'a vu, le service supervise et conseille Haines dans ses démarches. Ainsi, Nedville E. Nordness, responsable des affaires publiques à l'ambassade et, à ce titre, de l'USIA en Italie, propose que son service donne une

Europeans brought together each year », présentation consultée dans FFA, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), part 1, « The Formative Years of the Center ».

²⁰ Francis O. Wilcox à Henry Head, président de la fondation Ford, 19 mai 1961, dans FFA, PA 63-139, Section 4).

²¹ Wilhelm Cornides à la fondation Ford, citée.

²² « The Center pioneered in the field of European integration, the consolidation of the Atlantic Community and the strengthening of the ties in the free world generally. It continues its leadership in this respect » : Wilcox à Gordon, 22 septembre 1961, dans FFA, PA 63-139, Section 4. L'idée de renforcer les liens avec la communauté atlantique revient une seconde fois, tout comme le caractère « utile » du Centre.

²³ AJHUB, box 1, Folder 4, Second Report, August 15-October 1954.

²⁴ Voir chapitre précédent.

²⁵ AJHUB, box 1, folder 4. Memorandum September 7th and 8th, 1954.

aide financière pour un colloque sur la construction européenne qui se tiendrait au Centre de Bologne, et se voit demander de proposer des noms d'intervenants pour le dit colloque²⁶.

D'autre part, l'USIS accorde plusieurs aides financières ou en nature. Il finance par exemple l'achat des microfilms du *New York Times* pour la bibliothèque du Centre, ou le coût du colloque sur la construction européenne. En 1960-61 il a donné de l'argent pour *The American Review* un périodique du Centre lié au programme des études américaines (voir plus loin). L'USIS de Bruxelles a accepté de financer les cours concernant ce programme. Enfin l'USIS de Bologne a fait don de sa bibliothèque et la branche romaine a permis l'emploi de deux bibliothécaires assistants et d'une secrétaire²⁷.

En échange, le Centre bolonais s'engage à former des fonctionnaires de l'USIA qui suivent le même cursus que les étudiants²⁸. En outre, et en toute logique, plusieurs officiers de l'USIS à partir de la fin des années cinquante sont des anciens élèves de l'antenne européenne de la SAIS²⁹. Quand on connaît l'importance et l'influence des associations d'anciens étudiants propres aux universités américaines, disposer au sein de l'administration des affaires étrangères d'anciens élèves peut être précieux lorsqu'il s'agit d'obtenir du Département d'État la poursuite des subventions.

En revanche, Haines refuse de faire du Centre l'institution d'accueil d'un Institut européen pour les sciences sociales, un projet caressé de longue date par les officiers de la diplomatie publique en Italie et présenté par Conley et Mocerri. Ce dernier s'en confie à Edward D'Arms, officier de la fondation Rockefeller pour le secteur des « humanités » et qui connaît bien l'Italie³⁰. Peut-être le responsable de l'USIS florentine tendait-il une perche à son interlocuteur, mais pas plus que la fondation Ford, provisoirement encore, son aînée ne donne suite à un projet qu'elle considère comme hasardeux ou trop ambitieux.

Celui-ci est relancé à l'automne 1954 et présenté alors à Haines, le lendemain même de l'inauguration du Centre bolonais (23 février). Le « projet de sciences sociales » entend former de façon intensive 36 étudiants italiens – des « leaders » en devenir selon le vocabulaire employé par les représentants de la diplomatie publique – soigneusement sélectionnés, par la commission Fulbright et des représentants du Centre bolonais, et 216 leaders issus de la classe dirigeante italienne (gouvernement, partis, élus locaux, syndicalistes hommes d'affaires). Six séminaires seraient dispensés par autant de professeurs américains qui auraient auparavant suivi un stage intensif de mise à niveau sur l'Italie et ses problèmes. Parmi les séminaires proposés, la plupart dans les disciplines de l'économie, de la sociologie ou des sciences politiques, un concernerait la sociologie industrielle, un autre les relations dans le monde du travail. Pour l'ambassade des États-Unis en Italie, le projet représente une étape fondamentale pour la formation des élites italiennes³¹. Pour le fondateur du Centre à Bologne, il n'arrive pas au bon moment. Haines se sent pris de court et consulte le Recteur Felice Battaglia qui s'y oppose pour plusieurs raisons. D'une part, le programme concurrencerait l'École d'administration que l'Université voudrait établir avec le soutien de la fondation

²⁶ AJHUB, box 1, folder 12. Report October 3rd-November 1st, 1955 et Haines à Nordness, November 7th folder 13.

²⁷ FFA, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), part 1, « The Formative Years of the Center ». En 1963-64, l'USIS a donné 25 000 dollars pour la bibliothèque du Centre (Grant request. IA. 17 janvier 1963, *ibidem*).

²⁸ AJHUB, box 1, Folder September 10th-October 10th, 1957.

²⁹ En 1961, on comptait 24 anciens élèves américains sur 122 entrés au service du Département d'État ou assimilés, soit un peu moins de 20%. Sur ces 24, un tiers exactement était en poste dans un bureau de l'USIS, de l'USIA ou de l'USOM (US Operations Missions). Sur la carrière des anciens, voir la 3^e partie.

³⁰ Voir chapitre précédent.

³¹ NARA, RG 59 520 / 49 / 15 / 6. Entry 1285 1944-56, box 8 (17), 511.653 / 3-1755. Le projet, daté du 27 mars 1955, est envoyé par l'ambassade (Ned Nordness, Public Affairs Officer, au Département d'État. Il fait référence à la loi 584 (PL 584) votée par le 79^e congrès et relative au Fulbright Act).

Ford ; d'autre part, le plan prévoit d'un côté, un corps enseignant exclusivement américain et des étudiants et membres de la classe dirigeante comme élèves, exclusivement italiens. Battaglia laisse imaginer les réactions politiques face à ce rapport de subalternité affiché (le professeur américain et son élève italien) et humiliant. Battaglia, qui a bénéficié d'une bourse Fulbright fin 1954 sur le programme *Leader* et dont la diplomatie américaine attend sans doute sa pleine coopération, rencontre Conley et Cipriana Scelba, secrétaire en charge du programme Fulbright, est ébranlé un temps mais revient sur sa position et refuse à nouveau. Le temps n'est pas propice, pense aussi Haines qui fait référence à l'article incendiaire de *L'Unità* le quel, la veille de l'inauguration, parlait d'impérialisme américain et de défense nécessaire de l'indépendance nationale, article auquel Battaglia a dû répondre³². Sur le fond, Haines n'est évidemment pas défavorable à un Institut en sciences sociales dans les locaux du Centre, mais il aimerait que l'on soit très prudent. Il a non sans raison peur que l'initiative compromette la vie de son enfant et rappelle qu'il faut non seulement respecter les sensibilités « locales et nationales », mais encore ne pas transposer sans précautions un modèle national qui, pour être valide, n'en doit pas moins composer avec les traditions et habitudes du pays concerné par l'exportation. Il faut s'adapter à l'environnement et surtout à la demande locale³³. Le projet est donc ajourné et une version moins unilatérale relancée avec le soutien de la fondation Ford quelques années plus tard.

L'installation dans le Centre d'un programme d'« American Studies », préoccupation majeure du Département d'État et de ses services dans le cadre de la diplomatie publique, est acceptée, moyennant une aide annuelle importante versée par le gouvernement américain.

La PL 480 et l'American Studies Program à Bologne

L'établissement d'études américaines dans les universités européennes est la grande affaire qui suscite l'excitation de la diplomatie publique. Le constat part du fait que la culture américaine serait méprisée quand elle n'est pas tout simplement niée par les élites européennes et singulièrement les intellectuels et que la compréhension des idéaux et des objectifs des États-Unis passe par une bien meilleure connaissance de son histoire comme celle de sa civilisation, d'où les premières initiatives comme celles, qui fut contestée, de l'exposition itinérante d'art américain contemporain dans les capitales européennes. En ce qui concerne l'Italie, un rapport de l'USIE en 1952 évoquait un scepticisme vis-à-vis de la culture américaine, quoiqu'à un moindre degré qu'en France. D'où l'urgence de corriger l'image négative, auprès des futures élites, par un programme d'études universitaires spécialisées dans la langue et la civilisation américaines³⁴.

Avant 1954-55 en Italie, seuls des chargés de cours assuraient ce type d'enseignement. Au dédain pour les langues étrangères renforcé par les réformes universitaires depuis celle de Giovanni Gentile, s'est évidemment ajoutée l'hostilité anti-anglo-saxonne du régime

³² *L'Unità* édition bolognaise, datée du 20 février 1955, consultée dans AJHUB, box 1, folder 6, December 10th, 1954-March 10th, 1955.

³³ Ces réflexions figurent dans le Bologna Center Report, AJHUB, box 1, folder 7, March 5th-May 15th, 1955, p. 50-53 (« The Fate of The American Institute of Social Sciences »).

³⁴ Pour tout ce qui concerne l'image négative de la culture américaine en Europe et le programme des American Studies, voir Richard Pells, *Not like us. How Europeans have loved, hated and transformed American Culture since World War II*, New York, 1997 ; Giles Scott-Smith, « The Ties that Bind : Dutch-American Relations, US Public Diplomacy and the Promotion of American Studies since the Second World War », *The Hague Journal of Diplomacy*, 2, 2007, p. 283-305 et récemment le travail complet qui concerne le cas espagnol de Francisco J Rodríguez Jiménez, *¿Antídoto contra el antiamericanismo? American Studies en España, 1945-69*, Valencia, PUV, 2010.

fasciste³⁵. La première charge de cours a été créée à Trieste en 1954. L'année suivante, à Rome à la faculté du magistère. Les chargés de cours sont essentiellement financés par l'USIS. Celui de Venise est rémunéré par l'Université. Un professeur américain envoyé dans le cadre du programme Fulbright assure celui de la faculté de magistère de Florence. À partir de la rentrée universitaire 1955, l'Université romaine finance un cours de littérature américaine, comme, également à l'Institut oriental de Naples³⁶. Si la littérature d'outre-Atlantique commence à gagner une reconnaissance académique méritée, c'est d'abord sans doute grâce à sa diffusion préalable que l'on doit à quelques écrivains italiens (Pavese et Vittorini) et aux éditeurs Einaudi et Bompiani³⁷. En revanche, tout est encore à faire pour la création de cours d'histoire, d'économie ou de sociologie américaines. À Florence cependant, un cours en histoire américaine débute à l'automne 1955. Le Département d'État, l'USIA, les organisations privées aux États-Unis (i. e. les fondations) sont sollicitées pour donner leur avis sur la façon de bâtir le cours³⁸. Mais un second problème préoccupe les services de l'ambassade, c'est la faible motivation des étudiants, outre la difficulté à trouver des volontaires américains. Le programme Fulbright est alors mobilisé pour d'une part, intensifier les échanges et créer les besoins en envoyant plus d'étudiants italiens étudier l'histoire, la littérature, la société, l'économie américaines ; d'autre part, financer la venue d'universitaires en Italie. L'idéal serait cependant la création future de centres d'études américaines regroupant plusieurs secteurs (littérature, histoire, etc.). L'USIS vise Bologne, Rome, Milan et Florence. Il faut également financer ces chaires et ces centres, d'où le démarchage envisagé des fondations Rockefeller et Ford.

La première refuse. Le premier attaché culturel de l'ambassade américaine à Rome, Charles Rufus Morey, un distingué antiquisant, caressait déjà l'idée d'un Centre européen d'études américaines à Rome, mais son interlocuteur Edward D'Arms n'est pas convaincu³⁹. En 1956, l'ambassade tente une nouvelle approche auprès de la fondation Rockefeller, mais « the program was not worked out in such a way as to be currently discussible or negotiable from a foundation point of view »⁴⁰. Pendant ce temps, les choses progressent dans les universités italiennes. Il pourrait y avoir une chaire à Florence (littérature ou histoire), une d'économie des États-Unis à Gênes, une d'histoire américaine à Naples à la faculté de lettres et philosophie de l'Université Federico II, une enfin sur le pouvoir aux États-Unis à Rome. Harvard a accepté de collaborer, mais sans bourse délier, uniquement en offrant un programme de formation, en aidant à la sélection des professeurs, en donnant des conseils d'achats de livres à la bibliothèque et à la condition que deux seules universités italiennes seront concernées. Ce sera Rome et Florence. Le gouvernement, si la législation le permet, couvre les coûts des cours pour les trois ou quatre premières années, celui des professeurs, les

³⁵ Michela Nacci, *L'antiamericanismo in Italia negli anni Trenta*, con otto fotografie di Berenice Abbott, Turin, Bollati Boringhieri, 1989.

³⁶ Ces informations sont tirées d'un document envoyé par l'ambassade de Rome au Département d'État et intitulé « Educational exchange. Establishment of Courses in American Affairs », 8 avril 1955 (dans NARA, RG 59 520 / 49 / 15 / 6. Entry 1285 1944-56, box 8 (17), 511.653 / 4-855).

³⁷ Michel Beynet, *L'image de l'Amérique dans la culture italienne de l'entre-deux-guerres*, Aix-en-Provence, 1990 ; Dominique Fernandez, *Le mythe de l'Amérique chez les intellectuels italiens de 1930 à 1950*, thèse de lettres, Paris, 1967.

³⁸ L'Université de Florence envisage deux candidats pour enseigner cette histoire : Mauro Calamandrei et Massimo Salvadori.

³⁹ Edward F. D'Arms officer's diary, Rome Italy, April 19, 1949, p. 2, folder jan-june 1949, box 11, RG 12, 1949, RF, RAC.

⁴⁰ Edward F. D'Arms officer's diary, Rome, April 23, 1956, folder Jan-June 1956, box 13, RG 12, 1956, Rockefeller Foundation Archives, RAC. Notons toutefois que la fondation aide au développement des études américaines en finançant des *fellowships*. Dossiers consultés dans RG 10, fellowships cards, *ad nomen*, RF, RAC.

salaires des secrétaires bilingues, un fonds de bibliothèque et le voyage à Harvard des doyens, professeurs titulaires et présidents des universités italiennes concernées⁴¹.

La loi attendue est votée par le Congrès et est connue sous le sigle PL 480. Elle concerne les institutions américaines à l'étranger, de niveau supérieur, versées dans l'étude des États-Unis et de leur civilisation, et autorise le gouvernement des États-Unis à les financer. Les sommes accordées peuvent être importantes, d'où l'attention portée par Grove Haines en manque de fonds. Nordness, à l'ambassade, lui fait part de son optimisme quant à la possibilité pour le Centre bolonais d'obtenir les fonds. La présence d'étudiants européens, le lien avec l'Université de Bologne et l'existence d'une bibliothèque déjà constituée, même si elle est lacunaire, tout cela peut faciliter le dossier⁴². Le soutien du président de la Johns Hopkins, qui n'est autre que le frère cadet du président Eisenhower, Milton, a sans doute également fait pencher la balance en la faveur de l'antenne italienne de la SAIS⁴³. Si Grove Haines est soulagé par une solution qui assure un soutien provisoire sur plusieurs années, il met toutefois deux conditions. D'une part, le Centre ne doit en aucun cas apparaître comme une organisation gouvernementale⁴⁴. D'autre part, dans un mémorandum adressé au nouvel ambassadeur Zellerbach, Haines insiste sur l'absence de cours de langue et littérature. Le Centre doit garder son identité fondée sur l'économie, l'histoire, la politique et les relations internationales⁴⁵. Le directeur du Centre fait toutefois siennes les analyses de la diplomatie publique sur « les erreurs et représentations erronées en Europe à propos des États-Unis – notre histoire, notre littérature, nos aspirations, notre gouvernement, nos organisations économiques, et notre maturité culturelle et intellectuelle », le conservatisme des universités européennes ajouté à une documentation défaillante : tout cela justifie la création d'un programme spécifique d'études américaines⁴⁶.

Le fonds accordé par le Département d'État grâce à la PL 480 d'un montant de 552 000 dollars, permet de financer le nouveau bâtiment du Centre à l'étroit dans les salles de la faculté de droit de l'Université de Bologne parfois mobilisées pour les examens, les salaires des professeurs américains et de nouvelles fellowships des étudiants européens (sans se substituer à d'autres)⁴⁷. Pour autant, le programme d'études américaines n'a jamais été la priorité de Grove Haines⁴⁸. En 1965-66, les cours consacrés au programme international et destiné à tous s'élevaient à 25, tandis que ceux qui sont relatifs aux études américaines n'en

⁴¹ « American Studies Universities », 5 avril 1956 dans NARA. RG59. 511. 65. Decimal file. 1955-59, 511.653 / 4-1256.

⁴² AJHUB, Box 1, Report January 10-February 10, 1957.

⁴³ L'université mère s'engage en effet à sponsoriser le centre d'études américaines (AJHUB, Box 1, Report September 10-October 10, 1957 et NARA, RG59. 511. 65. Decimal file. 1955-59, 511.653 / 10-2957, « European Center of American Studies » : le nouvel officier chargé des affaires publiques, Alfred V. Boerner dit que le Centre européen des études américaines devait être indépendant, mais que, sur la recommandation de l'USIS et après réflexion, Milton Eisenhower et les trustees de la Johns Hopkins ont soutenu le projet.

⁴⁴ AJHUB, Box 1, Report January 10-February 10, 1957.

⁴⁵ « Mémorandum » adressé par Haines à Zellerbach, consulté dans NARA, RG59. 511. 65. Decimal file. 1955-59, 511.653 / 10-2957. C'est le point « j » p. 2 qui évoque la question des cours en langues et littératures.

⁴⁶ « Proposal to unite the European Center of American Studies with the Bologna Center of the SAIS, JHU », *ibidem* (le rapport évoque les « misconceptions and misrepresentations current in Europe concerning the United States – our history, our literature, our aspirations, our government, our economic organizations, our cultural and intellectual maturity »).

⁴⁷ « Educational Exchange : PL 480. Grant to the Bologna Center » dans NARA, RG 59, 511. 65. Decimal file. 1955-59, 511.653 / 11 / 1358.

⁴⁸ Sur ce point et l'histoire de ce programme, voir très dernièrement l'article de Francisco Rodríguez Jiménez, « Bridging the Atlantic gap ». Gli American Studies alla John Hopkins University di Bologna (1955-1969)», *Ventesimo Secolo*, juin 2013.

représentent que moins de la moitié (12)⁴⁹. Outre le fait que ce n'était pas dans les intentions initiales de son directeur qu'un Centre consacré aux études internationales et destiné à mieux comprendre et faire connaître l'Europe deviennent un sous-traitant d'un projet gouvernemental exclusivement consacré aux États-Unis, Grove Haines ne peut pas ne pas penser que le programme des études américaines reproduit, plus discrètement il est vrai, les défauts qu'il pointait dans l'Institut des sciences sociales précédemment envisagé : à savoir un public d'étudiants européens auxquels des professeurs américains apportent la bonne parole. Ni mélange fécond entre les deux rives de l'Atlantique, ni surtout fertilisation croisée entre approches européennes et approches américaines. Les accords qui découlent de la PL 480 spécifient clairement que les fonds destinés au corps enseignant ne peuvent concerner que les Américains⁵⁰. Le programme enfin ne convainc pas tout le monde. Robert Mead, auteur de *The Atlantic Legacy*, interrogé par la fondation Ford, dénonce une complaisance à l'égard des partisans de la PL 480 et estime les articles de l'*American Review*, publication dont le programme des études américaines est le promoteur, peu convaincants⁵¹. En évoquant « deux centres » et en ne parlant que du programme international, Alfred Grosser laisse entendre que les études américaines sont davantage une excentricité par rapport au projet initial qu'autre chose⁵². Quant à la fondation Ford, on soulignera plus loin son scepticisme.

Bien que trahissant quelque peu l'esprit qui prévalait à l'installation du Centre bolonais, le programme des études internationales a cependant deux avantages. D'une part il élargit mécaniquement le nombre d'étudiants européens admis. L'ouverture aux pays du Benelux, mais bientôt également à l'Espagne voire à quelques boursiers d'Europe de l'Est n'aurait pas été possible sans le financement permis par la PL 480. La conception très « *Mittle Europa* » des origines laisse place à une conception plus large du monde européen. D'autre part, il est probable que l'aide gouvernementale ait encouragé les donateurs à franchir le pas. Les archives témoignent que, sollicitées pour la plupart en 1957, les entreprises donnent leur obole à partir de la fin de l'année 1958, quand la subvention de l'État américain est acquise⁵³. Enfin, l'architecte du nouveau bâtiment, le constructeur et le notaire ont multiplié les gestes commerciaux pour complaire au Centre et à son directeur⁵⁴.

Un réseau académique ou atlantiste ?

La quête des donateurs a été permise par la mobilisation des amis du Centre, pour la plupart des Bolonais qui partagent les convictions de son fondateur et les intentions politiques aussi bien que scientifiques de l'antenne italienne de la SAIS. Le réseau des mécènes révèle également la nébuleuse des entreprises attirées par la marque américaine, au moins autant par intérêt que par conviction. De même, si les enseignants sont soigneusement sélectionnés, sur

⁴⁹ « Report to the Ford Foundation for the academic year 1964-65 », dans FFA, PA 63-139, section 3. Francisco Rodriguez Jimenez se livre à un décompte précis et démontre que le nombre de cours du programme des études américaines diminue constamment.

⁵⁰ « Educational Exchange : PL 480. Grant to the Bologna Center » dans NARA, RG 59, 511. 65. Decimal file. 1955-59, 511.653 / 11 / 1358.

⁵¹ Robert O. Mead à la fondation, sans date (mais été 1961) dans FFA, PA 63-139, Section 4.

⁵² Grosser à la fondation Ford, 28 août 1961, *ibidem*.

⁵³ FFA, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), p. 21). Olivetti est l'une des premières (automne 1957), suivie de la Banque nationale du travail italienne (BNL, fin 1957) la Caisse d'épargne de Bologne, de l'éditeur Giuffrè (Bologne) (décembre 1958). Luigi Preti, ministre des Finances exempte le Centre de taxes d'enregistrement (février 1959). Esso donne 10 000 dollars annuels, puis la Confindustria de Gênes. Ces informations sont tirées des rapports tenus mensuellement par Grove Haines (AJHUB, box 1)

⁵⁴ FFA, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), p. 25-26.

des critères qui ne sont pas seulement scientifiques mais aussi politiques⁵⁵, ils ne viennent pas au Centre par hasard, comme le démontrent les exemples français et italiens, pour ne se limiter qu'à ces deux cas qui nous sont plus familiers.

Étudier le corps enseignant américain a moins d'intérêt dans la mesure où, à l'exception de Grove Haines, aucun ne reste plus d'un an et tous ou presque – quelques rares professeurs en poste à la SAIS de Washington exceptés – sont des boursiers Fulbright, trois par an au départ, dont un enseignant-chercheur en sciences politiques, un historien et un économiste. Le spectre s'élargit lorsque la subvention gouvernementale envoie à Bologne des spécialistes d'études américaines. L'éventail des universités d'origine est large, mais le plus souvent situées sur la côte Est jusqu'à l'Illinois et le Michigan grandes pourvoyeuses d'enseignants avec Cornell ou Harvard ou la Californie (UCLA). Remarquons toutefois que l'un des tout premiers universitaires à faire office d'adjoint de Grove Haines après le professeur Loftus, qui a rejoint un poste en Birmanie, est Edgar A. J. Johnson, professeur d'économie internationale qui a été conseiller en chef du gouvernement de Corée, conseiller économique de la mission ECA (« Educational and Cultural Affairs ») en Grèce, adjoint au directeur de la mission des opérations extérieures en Yougoslavie. De même, l'un des tout premiers chercheurs en poste – il y en a deux par an qui font office d'assistants à la recherche pour les étudiants – est William C. Wiseley, ancien diplômé à la SAIS de Washington (1951) qui a servi dans les Marines et en Corée.

Pour recruter les professeurs européens, Grove Haines compte davantage sur les avis que lui donnent les responsables de la diplomatie publique américaine. Sur la longue liste que Pierre Donzelot, attaché culturel à New York lui rédige, il ne retient que le nom de François Goguel, alors professeur à l'IEP, auquel il rend visite à Paris. Son choix est sans doute arrêté depuis longtemps : il privilégie en effet l'ancienne École libre des sciences politiques qui lui paraît sans doute plus proche des établissements universitaires anglo-saxons pour trois raisons : institut privé, formant la classe politique et versé dans les sciences politiques, les relations internationales, l'économie et l'histoire. À cela s'ajoute un argument de poids : Jean-Baptiste Duroselle, qui y enseigne, est le directeur du Centre d'études des relations internationales créé en 1952 et incarne la nouvelle génération d'historien des relations internationales. Aux yeux des fondations qui veulent développer la discipline des « relations internationales », il représente l'outsider non marginal idéal : jeune, non contaminé par la routine et la tradition universitaire française, bien qu'élève du sorbonnard Renouvin – mais celui-ci a été l'interlocuteur de la RF avant la guerre et le bénéficiaire d'une subvention pour son centre – « exilé » alors à l'Université de la Sarre et décidé à développer sa matière à l'Institut des sciences politiques⁵⁶. En outre, Duroselle adhère pleinement aux convictions atlantistes⁵⁷. Si l'on excepte l'américaniste Claude Fohlen qui part enseigner à Yale en 1957 et est le premier titulaire d'une chaire d'histoire d'Amérique du Nord, les « titulaires » français de charges de cours au Centre bolonais sont exclusivement des enseignants de l'IEP. Alfred Grosser, spécialiste des relations avec l'Allemagne est très vite recruté et Pierre Hassner succède à Duroselle quand ce dernier préside la commission franco-américaine Fulbright.

⁵⁵ L'attaché culturel italien à New York auquel l'assistante de Grove Haines rend visite munie d'une liste de professeurs italiens est prié de préciser si, parmi ces noms, certains ne seraient pas « pinko's or communist » (Mémoire de Phoebe H. Everett, 4 août 1954 à Grove Haines dans AJHUB, Box 1, folder 3, first report, August 15, 1954).

⁵⁶ Avant la guerre, la fondation Rockefeller avait démontré son intérêt pour la nouvelle école française de relations internationales et financé le Centre d'étude de la politique étrangère. Après la guerre, la fondation Ford finance le Centre d'études de relations internationales de Duroselle, (Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*, op. cit., p. 333-339).

⁵⁷ Voir la lettre qu'il adresse à la fondation Ford citée plus haut.

En ce qui concerne le recrutement des enseignants italiens, le rôle du Recteur Battaglia paraît tout aussi essentiel que celui des responsables de l'USIS en Italie (Moceri, Ferguson) sans oublier les officiels de l'ambassade chargés des affaires publiques et culturelles. Philip Conley suggère ainsi le nom d'Ernesto Rossi, européiste convaincu – il est l'un des rédacteurs du manifeste fédéraliste de Ventotene –, spécialiste des questions économiques (proche de Luigi Einaudi) et écrivant dans cette matière pour *Il Mondo*, un hebdomadaire libéral atlantiste⁵⁸. Si Rossi ne fait qu'une conférence ponctuelle, un autre pilier du *Mondo*, Aldo Garosci, antifasciste engagé sur le front républicain espagnol, fait partie de l'équipe des « titulaires », c'est-à-dire dont le cours est reconduit chaque année (sur les partis politiques italiens). Or Garosci, atlantiste et européiste convaincu, est l'un des co-auteurs de l'enquête sur les Partis communistes italien et français menée sous la direction de Mario Einaudi et qui a reçu le financement de la fondation Rockefeller⁵⁹. Bologne est d'abord représentée par le juriste Federico Mancini (*Il Mulino*) rejoint par Angelo Piero Sereni, professeur de droit international et ancien conseiller spécial de la délégation italienne auprès des Nations unies. Or Mancini a suivi les cours d'études américaines au Salzburg Seminar (1949) et il a été boursier Fulbright à l'Université de Chicago en 1950-51. Quant à Sereni, chassé par les lois raciales, il s'est réfugié aux États-Unis où il a enseigné à l'Université Columbia et est membre du barreau de New York. Également de l'Université de Bologne, Federico Caffè, proche des catholiques sociaux de la tendance dossettienne (gauche de la Démocratie Chrétienne) qui est parti un an à la London School of Economics, assure une charge de cours à son retour, après avoir été boursier Fulbright sur le programme Leader en 1957 (pour étudier la pensée économique et les sciences de l'administration). Enfin, en 1966, Beniamino Andreatta, également proche des catholiques réformateurs, assure des cours sur la politique économique italienne. Hors de l'Université de Bologne, le Centre dirigé par Haines a su recruter des professeurs très en vue : on a vu les cas de Giovanni Demaria, de Pierpaolo Luzzatto-Fegiz, et de Mario Toscano. Ce dernier est reconnu comme faisant autorité dans l'histoire diplomatique. Il est, en 1955, le président de la commission pour la publication des documents diplomatiques. Il est rejoint par Rodolfo Mosca, membre de la même commission et professeur d'histoire diplomatique à l'Université de Florence. Antonio La Pergola fait, lui, partie des jeunes espoirs. Enfin, en 1962, Haines est très heureux de pouvoir annoncer qu'Altiero Spinelli tient un cours sur la « Prise de décision et la mise en œuvre de la politique au sein des Communautés européennes » qui rencontre apparemment un énorme succès⁶⁰.

À travers les exemples français et italien, on perçoit la logique du recrutement des enseignants « titulaires ». Sans revenir sur les aspects politiques, trois critères prévalent. Le premier est l'ouverture internationale, qui relève de l'évidence étant donné les fins que se propose le Centre. Alfred Grosser fait forte impression en raison de son parfait bilinguisme qui, entre autres qualités, lui permet, selon Haines, d'être l'un des tout meilleurs spécialistes de l'Allemagne. Le second est la connaissance de première main des États-Unis, de son système universitaire, de ses orientations scientifiques en économie, sociologie, sciences politiques et relations internationales. S'ils n'ont pas tous été des boursiers Fulbright, tous ont été aux États-Unis et parfois dans les meilleures universités, à de rares exceptions près (Mario Toscano, Rodolfo Mosca). Ainsi Garosci s'est réfugié aux États-Unis en 1940, membre de la Mazzini Society (exilés antifascistes italo-américains) et Pierpaolo Luzzatto-Fegiz bénéficie

⁵⁸ AJHUB, Box 1, Folder 4, « Memorandum September 7 and 8, 1954 », cité p. 1-2. Sur Mario Einaudi et l'enquête voir Andrea Mariuzzo, « La riflessione sul comunismo nella *French-Italian Inquiry* di Mario Einaudi (1948-1955) », *Storia e Problemi Contemporanei*, 57, 2011, pp. 39-54 et *Id.*, *Una biografia intellettuale di Mario Einaudi : cultura e politica da sponda a sponda*, Florence, Olschki, 2016

⁵⁹ Voir chapitre précédent.

⁶⁰ « Report to the Ford Foundation on the Bologna Center. School of Advanced International Studies, the JHU », 1963-64 dans FFA PA 63-139, Section 3. Pour Spinelli c'est un tremplin pour la création de son Institut des affaires internationales (voir chapitre 6).

d'un financement de l'Académie des Lynx pour s'y rendre avant la guerre. Il y fait cours, rencontre des personnalités, s'informe du système universitaire⁶¹. L'un des tout derniers enseignants à rejoindre le Centre, Gianfranco Speranza (sciences politiques) a été directeur du bureau de la communauté européenne à Washington. Enfin, les personnes choisies font preuve d'ouverture à l'égard des innovations récentes que connaissent leurs champs disciplinaires respectifs – relations internationales, économie – ou des nouvelles disciplines – sciences politiques, quand elles ne les ont pas introduites dans leurs institutions et pays. On connaît le renouvellement historiographique de l'école de Renouvin. Les économistes comme Caffè et Andreatta sont ouverts à l'économie du développement et au rôle de régulateur de l'État. L'étude même de la prise de décision au sein des communautés européennes (Spinelli) est inédite et considérée comme bienvenue. L'exemple de Pierpaolo Luzzatto-Fegiz est également éclairant : outre la création du premier institut de sondage qui ne peut que complaire aux représentants d'un pays qui tient pour primordiale l'étude de l'opinion publique, à la suite de son séjour aux États-Unis, il élabore un volume *Statistica economica e demografica* essentiel pour connaître la réalité italienne, paru en 1940 et plusieurs fois réédité.

Les conférenciers d'un jour sont davantage invités pour le prestige et la publicité qu'ils apportent au Centre, à l'exception peut-être du séminaire de l'année du 10^e anniversaire qui porte sur « La communauté atlantique et la construction européenne », à vocation scientifique autant que politique. Ils sont soigneusement choisis pour cela : responsables de la Haute Autorité de la CECA puis des Communautés européennes (Paul Delouvrier, Walter Hallstein, Max Kohnstamm...), diplomates (Pietro Quaroni, ambassadeur d'Italie à Paris, Luther Evans, ancien directeur général de l'UNESCO), universitaires réputés proches des milieux atlantistes (Raymond Aron, Lionel Robbins, Wilhelm Röpke, Jacques Freymond, directeur de l'Institut d'études internationales à Genève). Certaines invitations sont également dictées par une élémentaire marque de reconnaissance pour leur action de mécène, autant que pour leur position de pouvoir dans le monde économique (le président de la Deutsche Bank, le secrétaire du CNPF, celui de la Confindustria, un représentant de Krupp...) ou dans le monde politique et universitaire (Felice Battaglia, le chef du Parti social-démocrate italien, Giuseppe Saragat, celui du Parti libéral italien Giovanni Malagodi). Inviter les premiers, c'est permettre aux étudiants désireux de faire carrière dans l'entreprise privée de se faire connaître. Inviter les seconds, c'est se ménager un carnet d'adresse précieux pour l'avenir et accroître ainsi le réseau. À ce titre, l'amitié qui lie Haines à Malagodi est sans doute ce qui permet au Centre de survivre à sa longue crise financière (voir plus loin).

Enfin, Grove Haines se sert de son réseau local (Cavazza, qui ne ménage pas sa peine, Battaglia) et de ses liens avec la diplomatie et le monde politique (Quaroni entre autres) pour rencontrer les éventuels mécènes. La liste des donateurs n'est pas très longue (Olivetti, Banque Nationale du Travail, l'organisation des industriels de Gênes, la Caisse d'épargne de Bologne, puis la FIAT, la SNIA Viscosa, Riunione, Alfred Krupp et la Deutsche Bank). Et seul Olivetti, le plus « américain » des entrepreneurs italiens⁶², démarché par Cavazza, donne 10 000 dollars annuels pendant trois ans et 20 000 dollars pour l'équipement du nouveau bâtiment⁶³. Les autres n'offrent des subsides que ponctuellement et Grove Haines doit les

⁶¹ Voir Livia Linda Rondini, « Pierpaolo Luzzatto-Fegiz », *Dizionario Biografico Italiano*, Rome, Enciclopedia Treccani, vol. 66, 2007.

⁶² Sur Olivetti, voir Giuseppe Berta, *Le idee al potere. Adriano Olivetti tra la fabbrica e la Comunità*, Milan, Edizioni di Comunità, 1980 ; Giuliana Gemelli, « The Origins of the Olivetti Foundation and the Development of Social and Political Sciences in Italy during the Sixties », dans *Ead.(dir.) (1998), The Ford Foundation and Europe (1950's-1970's). Cross-fertilization of Learning in Social Science and Management*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, p. 97-136 ; Emilio Renzi, *Comunità concreta. Le opere e il pensiero di Adriano Olivetti*, Naples, Guida, 2008.

⁶³ AJHUB, Box 1, Reports September 10-October 10, 1957.

relancer chaque année. L'instabilité financière est ce qui provoque la crise du début des années soixante.

De la crise financière à l'intervention de la fondation Ford

En 1961, Grove Haines, Francis Wilcox, doyen de la SAIS et Milton Eisenhower doivent demander l'aide urgente de la fondation Ford. Le Centre bolonais ne bénéficie plus de la manne gouvernementale qui a servi à financer le bâtiment, maintenant construit, mais aussi des chaires d'études américaines et des bourses pour les Européens, mais surtout, le Andrew Hamilton Fund annonce la fin de son financement qui s'avère plus tôt encore que prévu, dès l'année 1962⁶⁴.

Le Centre critiqué et laissé à lui-même

La concomitance est troublante et l'explication donnée pour l'extinction des fonds attribués par la PL 480 – apparemment restreints, en ce qui concerne les établissements universitaires américains à l'étranger, à sept pays, dont la Pologne et la Yougoslavie⁶⁵ – semble laisser accroire à un changement de stratégie dans les priorités de la diplomatie publique, que confirmerait alors le retrait de la fondation Hamilton, couverture de la CIA. Non que l'Italie n'intéresse pas la nouvelle administration (Kennedy), bien au contraire⁶⁶. Mais le cas se présente également pour la très surveillée Allemagne fédérale qui voit les sommes qui lui sont consacrées par la diplomatie publique diminuer – pensant à un ancrage définitif et assuré dans le monde occidental. Seule la construction du Mur fait revenir les flux d'argent. C'est l'ensemble de l'Europe qui est donc concerné par cette baisse sensible des fonds qui lui sont consacrés⁶⁷.

La situation est critique et que seule la fondation Ford peut, semble-t-il, y remédier. Celle-ci tergiverse car elle est perplexe sur plusieurs aspects essentiels du Centre, ce qui la convainc de pousser plus loin son enquête sur l'institution, en demandant notamment leur avis à une liste impressionnante de personnalités qui ont eu un rapport plus ou moins étroit avec Bologne. Stanley Gordon (du programme International Affairs) juge que le Centre n'entre pas dans ce que cherche l'institution new-yorkaise dans son « American Studies Program ». La plupart des étudiants européens présents à Bologne n'iront pas vers le monde universitaire, donc ne seront pas à même de développer les études américaines⁶⁸. C'est un point important qui démontrerait les différences de stratégie entre le Département d'État et la fondation. Moins de deux mois plus tard toutefois, Gordon est prêt à assumer le fait que la fondation prenne le relais de la PL 480⁶⁹. Ce qui n'empêche pas la fondation de poser un certain nombre

⁶⁴ Sur ces questions, la source principale utilisée est les échanges de lettres entre les responsables de la fondation Ford, Milton Eisenhower mais surtout Wilcox et Haines dans PA 63-139, Section 4 (Gordon à Nielsen, 22 avril 1961, Eisenhower à Heald, 19 mai 1961, Gordon à Nielsen et à Stone, 13 juin 1961, Wilcox à Head, 19 mai 1961 et Wilcox à Gordon, 17 décembre 1962). Le fonds Andrew Hamilton était apparemment prévu pour durer sept ans (500 000 dollars) : Wilcox à Stone, 15 octobre 1962,

⁶⁵ Mémoire de Gordon à Stone, 27 juillet 1961, *ibidem*.

⁶⁶ Voir à ce propos Umberto Gentiloni Silveri, *L'Italia e la nuova frontiera : Stati-Uniti e centro-sinistra 1958-1965*, Bologne, Il Mulino, 1998, Nuti Leopoldo, *Gli Stati Uniti e l'apertura a sinistra, 1953-1963. Importanza e limiti della presenza americana in Italia*, Rome-Bari, Laterza, 1999 et chapitre suivant.

⁶⁷ Voir Manuela Aguilar, *Cultural Diplomacy and Foreign Policy. German-American Relations, 1955-1968*, NY, Peter Lang, 1996, chapitre 6, « The Financial Debate over Cultural Diplomacy », p. 231 : de 1957 à 1961, le budget Europe de l'USIA passe de 14 millions à 9,8 millions de dollars.

⁶⁸ Gordon à Nielsen, 22 avril 1961, *ibidem*.

⁶⁹ Gordon à Nielsen et Stone, 13 juin 1961. Entre-temps, il a reçu de Francis Wilcox le dossier de demande de subvention qui insiste à la fois sur la richesse de l'expérience des Américains à Bologne, au contact d'un

de questions sur l'assise financière à terme du Centre – il est essentiel, pour recevoir la subvention, que l'École puisse prouver la pérennité de son financement –, sur le réel niveau de la formation délivrée, sur la légitimité même d'une institution dont on ne comprend pas bien ce qu'elle peut apporter réellement par rapport à la SAIS de Washington⁷⁰.

Au travers de ces questions, un diagnostic se précise. D'une part, en partie faute de moyens financiers, le Centre a une fonction de formation, mais pas de recherche. La position n'est pas la même entre tous les observateurs et protagonistes. Les acteurs de la diplomatie publique sont les plus élogieux et ne trouvent pas grand-chose à redire⁷¹. Philip Conley est persuadé de la supériorité du Centre sur la plupart des formations universitaires européennes notamment parce qu'il applique trois principes méthodologiques propres aux universités américaines et dont il pense que leurs homologues européennes sont dépourvues : l'approche empirique et pratique des problèmes présents, et non seulement passés comme le feraient trop les Européens ; la volonté de les résoudre ; l'approche en termes d'*area studies* qui dépasse le strict cadre national des études menées en Europe – Conley parle d'approche « nationaliste »⁷². C'est évidemment la vulgate de la diplomatie publique de son pays et l'opposition entre les deux systèmes apparaît quelque peu rigide pour être acceptée sans critique.

À l'inverse les universitaires interrogés, même les plus indulgents, pointent les lacunes pédagogiques et scientifiques du Centre (faiblesse du fonds de la bibliothèque, instabilité du corps enseignant)⁷³. En 1966, Joseph La Palombara, professeur à l'Université de Yale, est plus direct encore : qui suit réellement les étudiants ? Combien d'universitaires, à l'exemple de ce qui se passe en Italie (sic), ne font que passer, pour tenir un ou deux cours par semaine ?⁷⁴ Certains, les plus critiques, estiment le niveau des étudiants, voire des enseignants, inférieur à la moyenne des meilleures institutions américaines voire européennes⁷⁵. Indépendamment des différences de jugement, la plupart se rejoignent sur un diagnostic qui, s'il n'est pas exprimé de façon explicite, peut être ainsi formulé : le Centre n'a pas su choisir entre deux fonctions (et deux identités), celle d'un Institut atlantiste dont les buts sont davantage politiques et à court terme – formation d'une élite administrative, diplomatique et, le cas échéant, économique dans le but de renforcer les échanges et la cohésion au sein d'une communauté euro-américaine en construction – et celle d'un Institut universitaire de formation et de recherche plus détaché des contingences, plus exigeant quant au choix des candidats et des enseignants. Si l'objectif du Centre est de devenir une référence sur les études atlantiques, la fondation à Paris, en 1961, de l'Institut atlantique pour les affaires internationales lui fait indéniablement de la concurrence, même si Duroselle considère que l'aspect propagandiste de ce dernier le place en-dessous du premier⁷⁶. S'il

environnement européen et sur la carrière diplomatique des étudiants européens. C'est davantage le programme international que les études américaines qui est mis en avant (19 mai 1961).

⁷⁰ Mémoire de Gordon à Stone, 27 juillet 1961, section 4, *ibidem* et lettres circulaires adressées à une liste de personnalités (à partir d'un exemple daté du 28 juillet 1961, *ibidem*).

⁷¹ Alfred Boerner à la fondation Ford, 25 juillet 1961, *ibidem*.

⁷² Philip Conley, responsable des programmes pour les affaires culturelles, USIA, à la fondation Ford, 5 septembre 1961, *ibidem*. John L. Brown, attaché culturel à Rome, ne trouve rien à redire sur les intentions et les réalisations du Centre (lettre du 25 août 1961).

⁷³ Cavazza est le plus sévère : la continuité et la mise en place d'une tradition sont compromises par le fait que beaucoup de professeurs ne résident pas plus d'un an. Il faudrait la résidence au détriment de l'excellence s'il le faut (lettre du 25 août 1961, *ibidem*).

⁷⁴ Joseph La Palombara à James Huntley (fondation Ford), 11 avril 1966, *ibidem*.

⁷⁵ Robert O. Mead à la fondation Ford, sans date (mais été 1961), *ibidem*. Pour lui, la qualité des universitaires n'est pas très élevée sauf celle des Fulbright, donc des Américains... et le Centre bolonais est en-deçà des autres institutions (Salzburg Seminar, l'Institut de Freymond à Genève et le Collège Brugman à Bruxelles). Le politiste Carl J. Friedrich (Harvard) constate qu'aucun de ses étudiants d'Heidelberg ne veut s'y rendre (lettre du 5 septembre 1961).

⁷⁶ Mead à la fondation Ford et Duroselle à la même, 15 août 1961, *ibidem*.

s'agit en revanche d'une institution plus universitaire – un modèle supérieur à ses homologues européennes, espère Cavazza –, plusieurs efforts doivent être faits : le recrutement à la fois géographiquement plus large (Hollande, Belgique, Europe du Sud voire Afrique) et plus sélectif sur le niveau requis ; les études politiques et sociologiques doivent être renforcées. Mais en filigrane apparaît, chez ceux qui connaissent le mieux le Centre, la principale décision à prendre : renoncer à tout ce qui pourrait laisser croire à une trop grande proximité avec des objectifs politiques, autrement dit, rompre avec l'aspect propagandiste atlantiste mal assumé. Cavazza demande que l'on cesse de former des fonctionnaires de l'USIA ou du Département d'État et que la bibliothèque soit vidée du fonds offert par l'USIS qui donne au Centre une image d'officine de propagande⁷⁷.

Une autre ambiguïté importante concerne le lien qui apparaît à tous comme faible entre Bologne et la maison mère, l'Université Johns Hopkins comme la SAIS de Washington. On sait en effet que le Centre s'est vu interdire l'accès aux bailleurs de fonds habituels des universités américaines pour ne pas concurrencer l'institution de Baltimore. Stanley Gordon, tout en recommandant la subvention, espère que le Centre bolonais puisse avoir accès aux habituels donateurs de la Johns Hopkins⁷⁸. Le Président Francis Wilcox fait valoir que 50 000 dollars lui sont désormais versés et qu'il se démène depuis des années pour sauver l'antenne de Bologne, tout en précisant au passage qu'il est de règle que chaque branche de la Johns Hopkins doive pourvoir à ses besoins par elle-même⁷⁹. Le nouveau président de la Johns Hopkins, Lincoln Gordon s'est personnellement engagé à consolider les bases financières de son antenne italienne⁸⁰.

À défaut d'avoir pu consulter les archives de l'université ou de la SAIS, on ne peut que faire des conjectures sur le désintérêt de celles-ci à l'égard de leur antenne bolonaise. D'une part, celle-ci est clairement l'initiative d'un seul homme, comme tous le disent⁸¹. D'autre part, l'intention étant au départ plus politique, même au sens large du terme, que scientifique, la Johns Hopkins s'est convaincue que cela n'entraîne pas de son ressort mais de celui du gouvernement. Une fois encore, les intentions, la stratégie et les plans de chacun des deux acteurs – université et fondations, gouvernement – ne sont pas toujours convergents. Enfin, dans une lettre à Haines, Wilcox écrit que les étudiants de la SAIS ont l'impression de travailler plus à Washington qu'à Bologne. Bien sûr, ajoute-t-il, cela est en partie dû au fait que l'atmosphère européenne « est plus paisible », outre la moindre pression⁸². Une certaine condescendance est nettement perceptible. Le Centre apparaît aux yeux de la maison mère comme une école de rang inférieur : la SAIS y envoie les étudiants américains qui connaissent ainsi mieux le terrain européen, dans un cadre qui reste américain, et y prélève les meilleurs Européens, sans avoir eu à les sélectionner ni à les former en amont – tout est fait à Bologne, sans l'argent de la Johns Hopkins – et donc sans bourse délier.

Grove Haines tente sa chance auprès de la fondation Ford. Il présente un projet qui oriente davantage le Centre vers la recherche, notamment sur l'Europe contemporaine avec des programmes d'enquêtes sur les aspects politiques et économiques de la construction européenne, augmente le volume des heures consacrées à son programme d'études

⁷⁷ Cavazza à la fondation Ford, 25 août 1961, lettre citée.

⁷⁸ Gordon à Nielsen et à Stone, 13 juin 1961, *ibidem*.

⁷⁹ Wilcox à Duroselle, 20 février 1967, *ibidem*. La lettre se trouve aux archives de la fondation.

⁸⁰ « Grant out of Appropriation for the Johns Hopkins University ». *International Relations* », novembre 1967, FFA, PA 63-139, Section 1.

⁸¹ Dans la discussion qui précède l'autorisation à financier, la fondation Ford écrit que « the Center has been largely the work of one man, the Director », dans « International Affairs. Johns Hopkins University. Support of the Bologna Center (Italy) », 28-29 septembre 1966, FFA, PA 63-139, Section 1.

⁸² « A more leisurely one » (le terme anglais, plus explicite, renvoie à l'idée de loisir et de temps libre) (Wilcox à Haines, 18 novembre 1963, consultée dans les archives de Spinelli auquel elle a été transmise : Archives Spinelli, Activités en retrait du fédéralisme, AS Johns Hopkins University, AS 148).

américaines (politique commerciale, étrangère et militaire des États-Unis). Pour ce faire, il compte embaucher un autre résident américain à Bologne, voire un troisième professeur, rémunérer mieux ses assistants recherche, accroître la production d'articles et de prises de position officielles, et faire bâtir un auditorium destiné à accueillir colloques et autres activités publiques. S'esquisse en quelque sorte l'idée d'une institution privée d'expertise en relations internationales – un *think tank* – et plus simplement un centre de formation⁸³. Wilcox promet des moyens : il y aura désormais un directeur chargé du développement pour le Centre (*fund raising*), des échanges entre membres des facultés respectives (Washington, Bologne), l'ouverture aux entreprises américaines mécènes⁸⁴.

Malheureusement l'extinction immédiate du fonds Hamilton dissipe les rêves. Pas de professeur américain supplémentaire, pas d'assistants de recherche, pas de programme d'échanges, moins de fellowships pour les étudiants européens désireux d'intégrer la SAIS..., et ce, malgré les 55 000 dollars finalement accordés par le Département d'État⁸⁵. La levée de fonds auprès des entreprises européennes s'est révélée un nouvel échec. Outre les difficultés inhérentes à l'exercice en Europe, à partir de 1962-63, l'Italie, après la très forte croissance des années du miracle, connaît des difficultés (inflation, bénéfice des entreprises en recul). Olivetti doit ainsi se désister et le Centre faire une croix sur les 10 000 dollars annuels⁸⁶.

La fondation Ford intervient : un recadrage général ?

En décembre 1962, les Trustees de la fondation Ford approuvent un programme de 3 millions de dollars lié toujours à l'IA, destiné à « soutenir les activités renforçant la communauté atlantique »⁸⁷. Sur ces 3 millions, 350 000 sont accordés au Centre bolonais, pour couvrir un tiers des frais, soit l'embauche d'un professeur à plein temps et d'un responsable de la levée de fond également à plein temps. Le Département d'État, comme on l'a vu, accepte de faire un geste et de poursuivre sa subvention. La promesse avait été faite à Wilcox dès 1963 par l'ambassadeur à Rome Reinahrtdt, qui avait rendu visite au Centre avec son chargé d'affaires par intérim, Francis T. Williamson. Ils se déclarent convaincus du rôle important du Centre dans les relations italo-américaines et au-delà, italo-européennes⁸⁸. L'USIS donne 25 000 dollars pour la bibliothèque et on espère 43 000 dollars pour la bibliothèque. L'intention de la Ford est directement lié à l'aspect politique du Centre : on souligne dans la discussion que les étudiants européens sont à même d'assumer des positions d'influence dans les services diplomatiques nationaux et on espère qu'ils auront acquis un « point de vue atlantique global »⁸⁹. Philip Ireland, professeur de sciences politiques, qui a enseigné à Harvard et à Chicago rejoint le Centre, embauche, non sans peine et à mi-temps, un spécialiste de la levée de fonds. Le bilan est, comme il a été dit précédemment, modeste. Quelques entreprises américaines exportatrices en Italie ont donné, deux entreprises alle-

⁸³ FFA, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), Appendix F-2.

⁸⁴ Wilcox à Gordon, 23 octobre 1961, FFA, PA 63-139, Section 4.

⁸⁵ Wilcox à Gordon, 17 décembre 1962, *ibidem*.

⁸⁶ « Report to the Ford Foundation on the Bologna Center. School of Advanced International Studies, the JHU », 1963-64, FFA, PA 63-139, Section 3.

⁸⁷ « Grant request – International affairs », 17 janvier 1963, dans FFA, PA 63-139, Section 1. Les termes en anglais sont « for support of activities to strengthen the Atlantic partnership ».

⁸⁸ Lettre de Francis T. Williamson, chargé d'affaires ad interim à Francis O. Wilcox, doyen de la Johns Hopkins de Bologne, 27 juin 1963 (« As you know, the State Department and this Embassy have always given support and encouragement to the Center, as we are convinced it is playing a significant role in U. S. relations with Italy, and beyond that with the European Community ») : dans NARA, RG 84. Records of the Foreign Service Posts of the Department of State, General Records, 1936-1964, 1962-1964 : 620. Education-Libraries General.

⁸⁹ « An over-all Atlantic point of view » (*ibidem*).

mandes, mais la crise économique italienne perdue rendant la mission impossible dans la péninsule⁹⁰. En avril 1966, la situation financière est à nouveau critique⁹¹.

Grove Haines, découragé, a peur que la fondation Ford, à nouveau sollicitée, soit réticente à éponger les déficits⁹². De fait, avant de prendre une nouvelle décision, l'institution new-yorkaise confie à un expert, sur la suggestion, comme on l'a vu, de La Palombara, le soin non plus seulement d'enquêter sur le Centre, son intérêt et sa viabilité – la Ford connaît la réponse à la première question au moins, et connaît les inconnues qui pèsent sur la seconde – mais de réaliser un véritable audit sur l'état des sciences sociales en Europe.

Les suggestions émises par les observateurs étrangers en 1961 – sur la distance nécessaire à prendre à l'égard d'un affichage par trop politique du Centre et de ses intentions – commencent à faire leur chemin chez les responsables de la fondation. La Palombara s'en fait en quelque sorte l'écho et il est possible qu'il ait influé sur le changement de cap de la Ford. Sur la suggestion de l'ancien élève et désormais diplomate Thomas Fina, un consortium d'universités devrait être monté pour soutenir le Centre bolonais. La Palombara accepte l'idée, en décrit les prérequis (administration centrale, contributions assurées sur la durée, roulement de professeurs américains, sélection stricte des enseignants européens), et conclut par la condition *sine qua non* et pour lui prioritaire :

« It should be clear that the Center is not simply an extension of the US information or propaganda program, and that the Center is not supported as an adjunct of American foreign policy. It is vital that all concerned understand the Center as an instrument for improving the educational and research and potentiality of American and European education institutions ».

Si autres bénéfices il y avait, ce serait des retombées étrangères au but que se fixe le Centre⁹³. Le pré-rapport entend dépasser la simple question du Centre pour aborder celle de la formation des diplômés en Europe, de la recherche en études européennes que l'Institut atlantique fondé à Paris espère également développer, de la diffusion des sciences sociales enfin.

La longue lettre de La Palombara constitue la base de l'action à court et moyen terme de la fondation Ford, parce qu'elle offre une explication à la remise en cause de la politique étrangère et du modèle américains en Europe et dans le monde, mais aussi dans certains milieux universitaires aux États-Unis. Le rappel du contexte est en effet nécessaire pour comprendre la réorientation de la politique de la fondation. Le redéploiement des subsides accordés vers les pays en voie de développement connaissant une poussée de la contestation anti-américaine, que l'on peut dater de l'après 1959 (arrivée au pouvoir de Castro à Cuba), est connue. En 1966 toutefois, le contexte est différent. La guerre du Viêt-Nam suscite une fièvre de manifestations contre les États-Unis partout chez ses partenaires de l'OTAN. Plus encore, les enquêtes menées par le Congrès américain et dans la presse s'apprêtent à rendre publique l'action de la CIA derrière un certain nombre d'initiatives de la diplomatie publique ou l'action des fondations paravents en faveur d'actions culturelles et universitaires⁹⁴. Une

⁹⁰ « Report to the Ford Foundation for the academic year 1964-65 », dans FFA, PA 63-139, Section 3

⁹¹ Wilcox à Stone, 29 avril 1966, dans FFA, PA 63-139, Section 1.

⁹² Grove Haines à Fina, 24 septembre 1965, dans FFA, PA 63-139, Section 4.

⁹³ La Palombara à J. Huntley, 11 avril 1966, section 4).

⁹⁴ Le cas le plus connu est celui du Congrès pour la Liberté de la Culture. Voir Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy. The Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, New York, The Free Press, Macmillan, 1989 ; Giles Scott-Smith, *The Politics of Apolitical Culture. The Congress for Cultural Freedom, the CIA and Post-War American Hegemony*, Londres, Routledge, 2002. Sur les révélations et le rôle de la CIA, bien que polémique, Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper ? The CIA and the Cultural Cold War ?*, Londres, Granta Books, 1999.

conséquence en est peut-être la baisse du flux d'étudiants européens voulant se rendre aux États-Unis⁹⁵. Pour la fondation Ford, qui s'apprête à être le bailleur de fonds exclusif du Congrès pour la liberté de la culture, il est nécessaire de prendre quelque peu ses distances du gouvernement américain, au moins en apparence, et revenir à ses fondamentaux : une politique philanthropique qui se focalise, dans le domaine des sciences sociales, sur la formation et la recherche.

Gordon et La Palombara sont chargés de rédiger un petit mémorandum à l'intention de Shepard Stone, qui dirige le programme « International Affairs », en vue d'une rencontre importante entre représentants du monde universitaire, du monde diplomatique et responsables de la Ford, en présence du doyen de la SAIS, le 25 mai 1966⁹⁶. Le mémorandum répète sa conviction qu'il existe une réelle communauté de chercheurs, scientifiques, universitaires dans les pays occidentaux, noyau d'une future communauté à l'échelle du monde ; que les sciences sociales doivent être renforcées partout et les États-Unis ont un rôle à jouer en ce sens. Bien sûr le contexte de la construction européenne et de son accélération apparaît en toile de fond des intentions de la fondation. Mais lorsque le mémorandum évoque la nécessité de tenir compte « des susceptibilités européennes actuelles », qu'il leur faut convaincre les Européens qu'il ne s'agit pas de renforcer l'impérialisme culturel des États-Unis et qu'enfin, il faut se distancier du contexte politique, on ne peut pas ne pas comprendre que c'est précisément ce contexte politique qui commande la stratégie : la contestation de la gauche radicale européenne mais aussi la fronde gaullienne contre les États-Unis, les interrogations sur la politique étrangère allemande et italienne.

En ce qui concerne le Centre de Bologne, l'expert désigné – Robert Taylor Cole, professeur de sciences politiques à l'Université Duke dont il est le Recteur depuis 1960 – doit entre autres enquêter sur sa capacité à abriter le Centre d'études avancées du monde atlantique et européen et sa viabilité financière. Cole consacre les douze dernières pages de son rapport au Centre bolonais. Il ne fait que répéter les critiques déjà émises, qui concernent essentiellement les lacunes profondes qui empêchent l'antenne de la SAIS d'être une institution universitaire de haut niveau selon les critères américains. D'autres critères s'y ajoutent comme le caractère périphérique de Bologne et l'absence de programme informatique. Le Recteur de Duke pose aux plus chaleureux partisans du Centre une question décisive qui clôt en quelque sorte la discussion : si vous deviez choisir une université pour envoyer vos enfants qui envisageraient une carrière universitaire en économie ou en relations internationales, préféreriez-vous Bologne à Harvard, Columbia, Yale ou à la London School of Economics ? La réponse ne souffre pas d'ambiguïté : personne ne choisirait Bologne pour ses enfants dans ce cas de figure...⁹⁷. La conclusion est claire : le Centre forme à des carrières autres qu'à celle de l'enseignement universitaire, il ne peut ni ne doit chercher à former des spécialistes en sciences sociales de haut niveau (au-delà du master). Il ne peut abriter le

⁹⁵ Compte rendu de la réunion du 25 mai 1966 : « European / Atlantic Studies. Johns Hopkins Bologna Center », dans FFA, PA 63-139, Section 4.

⁹⁶ Voici la liste de présents : Robert R. Bowie (Harvard) ; Robert Taylor Cole (Duke) ; Thomas Fina (Département d'État, Affaires Construction européenne) ; Ralph C. M. Flynt (Bureau de l'Éducation) ; La Palombara (Yale) ; Ben T. Moore (Twentieth Century Fund) ; Philip L. Mosely (Columbia) ; Joseph B. Phillips, (Institut atlantique) ; Joseph Roland (Département d'État, Culture et Éducation) ; Eugene V. Rostow (Yale) ; Eric Stein (Michigan) ; Francis O. Wilcox (SAIS) ; quatre responsables de la Ford pour le programme international (Stone, Slater, Gordon et James Huntley, désormais en charge du dossier du Centre) ainsi que Cleon Swayzee de l'ITR (*ibidem*).

⁹⁷ La question et la réponse se trouve p. 29 du rapport (Selected graduate program in international relations in Europe, with particular reference to the Johns Hopkins Bologna Center », 23 septembre 1966, cité).

Centre d'études internationales – signe des temps, tous les interlocuteurs de Cole déconseillent désormais l'adjectif atlantique⁹⁸...

Pour autant, tous les acteurs ont intérêt à la survie du Centre. Le Département d'État, parce qu'il permet de faire connaître les buts que se propose la politique étrangère américaine ; le Bureau Éducation du gouvernement pour la formation interdisciplinaire dans le domaine des affaires internationales et des études ouest-européennes ; la fondation Ford pour ces mêmes raisons et parce que le Centre fait avancer la cause européenne. Reste la question de l'assise financière.

La Ford prend alors les choses en mains. Elle accorde par deux fois encore une subvention. Elle s'assure d'abord que la Johns Hopkins soutienne fermement son antenne, ce qui est le cas depuis la nomination de Lincoln Gordon, comme on l'a vu. Le Département d'État prolonge son aide, et de fait celui-ci interrompt toutes ses aides européennes de même type au profit du Centre⁹⁹. En 1966, des conditions précises avaient été avancées par le même Département d'État, dans une direction cette fois nettement plus scientifique que politique, puisqu'il fallait que le Centre se dote d'un niveau doctoral, outre la participation de nombreuses universités. Rien de tout cela ne s'est réalisé mais l'aide se poursuit¹⁰⁰.

Une loi votée par le Congrès en 1966 « International Education Act » permet d'espérer le prolongement d'un financement fédéral à travers le Département Santé, Éducation et Protection sociale (Health, Education and Welfare ou HEW) duquel relève le Bureau Éducation¹⁰¹. En revanche, le consortium d'universités américaines censé soutenir le Centre ne voit pas le jour.

L'espoir et la solution viennent d'Italie. Un nouveau mécène, la fondation Agnelli accorde une aide destinée à monter un programme informatique et surtout le ministère de l'Instruction publique et celui du Trésor sont d'accord pour donner 80 000 dollars. Il faut l'aval du Parlement qui ne vote la loi qu'en 1971. Le travail de Giovanni Malagodi, chef du Parti libéral a payé, mais le Centre bénéficie certainement aussi de soutiens venant du parti majoritaire, la Démocratie Chrétienne. Ultime étape, comme toutes les autres institutions américaines, le Centre, soutenu par une association d'amis – dont les Français Duroselle et Grosser¹⁰² –, organise des dîners destinés à lever des fonds aux États-Unis : le « Leonardo Da Vinci Fellowship Fund » dont le comité d'organisation est dirigé par l'Italo-américain Max Ascoli qui connaît bien les réseaux¹⁰³.

Personne ne pouvait ni ne voulait prendre le risque que le Centre de Bologne disparaisse. Duroselle l'a bien compris : un tel événement porterait un coup psychologique à l'influence américaine – l'historien français parle même de « major disaster ». Il ajoute que tous ceux qui doutent en France comme en Allemagne ou en Italie que les États-Unis veulent vraiment créer un réel partenariat atlantique triompheront et la perte décevra profondément les vrais amis de l'Amérique. La fermeture de bibliothèques de l'USIS à Londres et à Paris,

⁹⁸ D'autant que, bien que cela n'apparaisse pas explicitement, Spinelli a depuis un an créé l'Institut des affaires internationales à Rome (voir chapitre 6).

⁹⁹ « Grant out of Appropriation for the Johns Hopkins University ». *International Relations* », novembre 1967, FFA, PA 63-139, Section 1.

¹⁰⁰ Gordon à Huntley, 12 avril 1966, compte rendu d'une réunion du 29 mars qui évoque une rencontre avec les émissaires du Département d'État, dont l'assistant au Secrétaire d'État chargé de l'éducation et de la culture, Charles Frankel, un ancien de Columbia (dans FFA, PA 63-139, Section 4).

¹⁰¹ *International Affairs. Johns Hopkins University. Support of the Bologna Center (Italy)* », 28-29 septembre 1966, FFA, PA 63-139, Section 1.

¹⁰² Un comité transatlantique des amis du Centre de Bologne est annoncé par Duroselle dans sa lettre au président de la fondation Ford McGeorge Bundy, qui a sollicité Hallstein pour devenir son président (Duroselle à McGeorge Bundy, 5 décembre 1966, dans FFA, PA 63-139, Section 4).

¹⁰³ « Leonardo Da Vinci Fellowship Fund », *Action Plan*, Geneva, 5 septembre 1970, *ibidem*. Parmi les membres du Comité, figurent la veuve d'Enrico Fermi, Henry Ford II, l'ancien ambassadeur Clare Boothe Luce, Roberto Olivetti, Luigi Barzini fils, Leo Wollemborg...

rappelle-t-il, a causé du ressentiment et de la déception. Celle du Centre – « médiatisé » depuis les festivités de son 10^e anniversaire – risquerait d'avoir davantage de répercussions¹⁰⁴.

Le cas du Centre bolonais est un exemple d'opération conjointe du Département d'État et de la fondation Ford dont l'impact et l'efficacité sur la formation d'une classe dirigeante euro-atlantique est avéré et important, si l'on se place du point de vue à la fois des individus. L'initiative fut cependant à la fois hasardeuse et ambiguë. On serait tenté d'emprunter à La Palombara, l'un des plus perspicaces sur cette affaire, la conclusion de sa lettre-rapport envoyée à la fondation en 1966. Elle sonne comme un rappel et une mise en garde, et se révèle particulièrement intéressante en ce qu'elle porte un jugement global sur la diplomatie publique, tant celle du gouvernement que de celle de la fondation Ford :

« The Center presents in interesting microcosm a number of *political* problems affecting our relationships with European countries »¹⁰⁵.

Quelques mois après cette lettre, le Centre de Bologne est la cible de manifestations anti-américaines¹⁰⁶.

Initiative qui mêle universalisme philanthropique, foi atlantiste et diplomatie publique, la création d'une antenne européenne de la SAIS n'entraîne pas dans les intentions de la fondation Ford qui ne le finance que pour éviter une disparition lourde de conséquences et comble certainement au Département d'État. Quelle que soit la valeur intrinsèque du Centre, son cas démontre plusieurs choses. D'une part, la difficulté de mêler objectifs scientifiques – l'exportation de méthodes et de contenus d'enseignement dans un système étranger – et politico-diplomatiques ; d'autre part, l'effet de résistance même chez les plus chauds partisans de l'initiative, pour certains atlantistes convaincus, face à l'intrusion du politique ; enfin, la différence d'objectifs entre la diplomatie publique officielle et la stratégie d'une fondation philanthropique, toute conciliante qu'elle soit à l'égard de son gouvernement avec lequel elle partage les réseaux humains, la formation de ses dirigeants et les valeurs. La coexistence entre le diplomate et l'universitaire a ses limites.

Frédéric Attal
Univ. Polytechnique Hauts-de-France

¹⁰⁴ Duroselle à McGeorge Bundy, 5 décembre 1966, *ibidem*.

¹⁰⁵ La Palombara à J. Huntley, 11 avril 1966 (« Terms of Reference for IA Consultant on Bologna Center », FFA, PA 63-139, Section 4). C'est La Palombara qui souligne.

¹⁰⁶ Francisco Rodríguez Jiménez, « 'Bridging the Atlantic gap'. Gli American Studies alla John Hopkins University di Bologna (1955-1969) », *Ventesimo Secolo*, juin 2013.